

ÉTUDES ÉCONOMIQUES ET JURIDIQUES

L'EGYPTE ET LE PLAN MARSHALL

PAR

JEAN G. ECONOMIDÈS

Fondé de Pouvoirs du Crédit Foncier Egyptien

En marge de la Conférence-Débat du 5 Août 1949 organisée par l'American Town Hall Meeting of the Air à l'Ewart Memorial du Caire.

*
* *
*

La "doctrine Truman" — telle qu'elle est conçue par le successeur de Roosevelt contient trois objectifs que l'on peut définir ainsi:

- 1.—Bloquer l'expansion communiste, pour contrecarrer la politique équivoque de l'U.R.S.S.
- 2.—Lutter contre la misère — ce qui est une forme pacifique de la lutte contre le communisme — en appliquant le Plan Marshall en faveur des régions dévastées par la Guerre.
- 3.—Etendre une Aide efficace aux Pays dont les ressources sont insuffisamment développées.

ROLE DE L'O.N.U.

Par son essence même, le Plan Marshall ne saurait s'appliquer à l'Egypte et au monde arabe. S'il est vrai que ces pays ont eu à souffrir des effets indirects de la guerre (détérioration de l'outillage et appauvrissement du sol), on n'est pas en présence de destructions réelles qui nécessitent une réédification rapide des richesses anéanties. C'est d'une aide à long terme dont l'Egypte a besoin, alors que le Plan Marshall, est d'une durée plutôt provisoire, puisque son bénéfice ne va pas au-delà de 1952, et demeure au surplus révoable à tout moment, "si l'intérêt national des Etats-Unis l'exige".

Nous ne parlerons pas de l'aspect militaire qui tend à doubler, dans un autre domaine, l'action du Plan Marshall. Mais ce qu'il y a lieu de relever, c'est qu'il s'agit non pas d'un acte plurilatéral, mais d'un acte "bilatéral" dans lequel les Etats-Unis, pleinement conscients d'être les Leaders des Nations, jouent le rôle de prêteur. Comme il est normal, des mesures de contrôle et de surveillance relevant [des Etats-Unis et non de l'O.N.U. sont à prévoir sur l'utilisation par le Pays assisté des fonds octroyés et sur les matières premières considérées comme "matières stratégiques".

Ainsi qu'on le voit, le *cadre du Plan Marshall ne s'adapte pas au cas de l'Egypte et du Monde arabe.*

Reste à examiner le troisième point de la "Doctrin Truman" qui d'ailleurs fait l'objet de l'article 4 de sa Déclaration. Là encore, les considérations qu'on pourrait faire du fait que nous sommes en présence d'un Acte bilatéral restent valables. Nous nous étendrons plus loin sur les raisons impérieuses, déjà entrevues avant la Guerre, qui obligent le capitalisme libéral américain à rechercher l'équilibre économique dans la voie d'une expansion des échanges sans cesse croissante. Retenons pour l'instant que cette partie de la Déclaration Truman concernant l'éventualité de prêts américains aux pays déshérités, a un fondement plutôt universel et c'est donc sur le plan international que les questions soulevées devraient être résolues.

Sans aller jusqu'à professer un esprit de défiance ou accuser un complexe d'infériorité en présence d'une manifestation aussi belle de solidarité internationale, nous nous rangeons avec le Dr. Decker à l'avis que l'O.N.U. est toute désignée, — de par les responsabilités et les charges qui lui incombent — pour assurer ce rôle d'ordonnateur d'une économie mondiale en proie à un déséquilibre périodique.

D'ailleurs l'O.N.U. ne possède-t-elle pas les instruments principaux pour mener à bien les tâches qui réclament son intervention?

Dès 1937, sous l'égide de la S.D.N., des solutions internationales furent préconisées par la Conférence Internationale du Travail, de sorte qu'en 1938 fut créée la Commission Internationale des Travaux Publics, dont le but était d'étudier précisément les moyens de parer au déséquilibre économique mondial par la mise en chantier de Travaux Publics dans les pays qui en auraient besoin. En 1942, fut instituée également la Commission de Crise de l'Organisation Internationale du Travail, qui devait traiter des problèmes de l'Après-Guerre.

Mais c'est aux initiatives des Etats-Unis notamment, et auxquelles le Monde se doit de rendre hommage, que des organismes de crédit relevant de l'O.N.U. ont été créés et fonctionnent avec des objectifs déterminés : le Fonds Monétaire, la Banque Internationale.

En particulier la Banque Internationale — dont la possibilité d'effectuer des avances va jusqu'à un plafond de 8 milliards de Dollars — a pour objet principal d'apporter son concours au *développement des ressources inexploitées des régions arriérées*. Or, du rapport exposé en Août 1949 par Mr. Mendès-France devant le Conseil Economique et Social à Genève, il ressort que 36% des investissements internationaux depuis la fin de la Guerre ont été accordés à ces Pays au moyen de Prêts publics surtout, les capitaux privés n'y figurent que dans une proportion de 5%. La part prêtée par l'intermédiaire des organismes de l'O.N.U. ne nous est pas révélée.

Avant de finir sur ce point, citons l'existence de la Food and Agricultural Organization de l'O.N.U. à laquelle S.E. Saba Habachi Pacha a fait allusion, mais dont l'importance a, croyons-nous, plutôt décliné depuis la fin de la Guerre.

AIDE ET MODALITÉS

L'Egypte a-t-elle besoin d'une aide extérieure ?

Peut-on l'assimiler aux pays "arriérés" économiquement ?

Examinons les caractéristiques qui révèlent la faiblesse de structure des pays non développés : Morcellement de terres jusqu'à former une "poussière de propriété" co-existant avec la présence de grands domaines, équipement agricole rudimentaire, industrie insignifiante, population très dense avec un revenu par tête d'habitant minime, exportations notamment de matières premières ou de produits agricoles, importations de produits manufacturés ou de biens de consommation à l'usage des classes aisées de la population, investissements négligeables, l'épargne elle-même étant très réduite, marché financier étroit etc...

Depuis 25 ans, l'Egypte a fait des progrès relativement sensibles, mais guère suffisants, pour résoudre les problèmes de sa population croissante, de la sous-consommation à l'état latent de ses classes laborieuses, du potentiel immense de ses richesses naturelles diverses.

L'Epargne, il est vrai, a connu un essor prodigieux grâce aux circonstances de guerre. Mais elle n'arrive pas à concrétiser ses possibi-

lités, d'une part parce que les crédits sterlings n'ont pas encore reçu de solution, — la Grande-Bretagne se trouvant dans une solution difficile; d'autre part, parce que les initiatives locales sur grande échelle sont timorées, et qu'en tout cas elles doivent être précédées d'un immense travail en profondeur, qui ne pourra être efficace que s'il est convenablement orienté par un *Pouvoir exécutif fort*, s'appuyant pour commencer sur une *classe d'élite* acquise aux idées qui marquent l'évolution de notre civilisation.

L'avis de Saba Habachi Pacha quand il a dit, l'autre soir, que la "meilleure contribution que nous puissions obtenir de l'Ouest réside dans des connaissances techniques et des conseils", appelle des précisions, sur lesquelles nous reviendrons d'ailleurs.

Sous les réserves exprimées plus haut, à la question de savoir si l'Égypte a besoin d'une aide financière extérieure, nous répondrons donc par l'affirmative.

Quelle serait l'étendue de cette Aide ?

Ici encore, choisissons un critérium. Rien comme le Revenu National, ne constitue de meilleur instrument de mesure, mais malheureusement les statistiques officielles manquent au sujet de cette question très importante. D'après des estimations privées⁽¹⁾, on l'a situé à 400 millions de L.E. par an, — chiffre qui nous paraît être un minimum — ce qui fait ressortir un revenu de L.E. 20 par tête d'habitant. Ce chiffre est particulièrement bas par rapport au Revenu de la plupart des Pays et ne peut se comparer qu'avec celui de l'Inde, du Pakistan, de l'Irak etc...

Comment remédier à ce standard de vie inférieur ?

Par une augmentation de la *Production*: extension de la superficie cultivable, développement de l'industrie, des ressources minières et pétrolières etc... par une *consommation* accrue du fait d'une plus grande distribution de salaires et de profits, accompagnée d'une meilleure répartition des revenus; par une *épargne* normale qui s'investira plus facilement dans des biens de production, grâce aux conceptions nouvelles de l'esprit d'entreprise local.

(1) Economiste Egyptien du 8 Mai 1949. Signalons cependant que des travaux conduits par la Section des Recherches de la Société Fouad 1er d'Economie Politique, ont abouti à un chiffre de L.E. 580 millions pour l'année 1945. Ce résultat a été publié après la rédaction de notre étude.

Mais tout ceci demande une mise de fonds *initiale*, s'étendant sur une échelle d'années à déterminer suivant l'état de *préparation préalable* de l'Égypte pour utiliser au mieux les sommes prêtées au fur et à mesure.

Cette mise de fonds initiale aurait pu être différée il est vrai, *mais non écartée*, si les crédits sterlings qui se montent à plus de L.E. 330 millions (dont 256 un compte No. 2)⁽¹⁾ pouvaient être débloqués. Car, ainsi qu'on va le voir, le prêt dont l'Égypte a besoin, dépasse sensiblement cette somme.

Sans entrer dans les détails — trop complexes pour l'objet de notre étude — supposons que le but que l'on se propose d'atteindre soit d'élever le revenu National à L.E. 800 millions par an, soit L.E. 40 par tête d'habitant, au bout d'une période s'étendant sur 15 années. Le capital nécessaire pour obtenir cette augmentation — soit L.E. 400 millions de L.E. — serait d'un ordre de grandeur de 3 à 4 fois plus grand soit 1,5 milliard de L.E., en tenant compte d'un multiplicateur de Keynes.

En effet sur la base d'un taux moyen de 4%, le capital correspondant à cette élévation de niveau serait de L.E. 10 milliards. Mais nous savons qu'une augmentation de la production dans un secteur suffisamment vaste entraîne des effets qui s'étendent de proche en proche à tous les autres secteurs de l'activité, en raison du principe même des vases communicants.

La théorie du Multiplicateur de Keynes illustre d'ailleurs ce phénomène par l'établissement laborieux de coefficients, basés sur des calculs dans lesquels interviennent notamment la cause première ayant provoqué le démarrage, la nature des travaux engagés, la répartition des revenus, etc... Ces calculs ne sont pas admis sans discussions, mais l'élasticité même du sujet a fait établir une échelle de coefficients qui varient de 3 à 10.

S'agissant d'un pays agricole, l'extension de la superficie cultivable ferait bénéficier l'Égypte d'un coefficient plutôt au-dessus de la moyenne. En le fixant par exemple à 6 ou 7, on arriverait à un capital de l'ordre de L.E. un milliard et demi nécessaire pour faire passer les revenus totaux du pays du simple au double.

Echelonné sur une durée de 15 années — durée qui nous paraît plutôt courte — le prêt serait avancé à raison de L.E. 100 millions par an.

(1) Voir publication National Bank of Egypt, chiffres à Juillet 1949.

Comment l'Égypte remboursera ce prêt énorme ?

Rappelons que l'accroissement du Revenu National permettra la Constitution d'une Épargne plus forte. On estime généralement que l'Épargne moyenne se situe aux 10 % de la Consommation.

Dans l'hypothèse d'une augmentation de la production de L.E. 400 millions par an, c'est donc de 37⁽¹⁾ millions de L.E. que l'Épargne locale se sera enrichie en plus. En admettant que la moitié de ce chiffre soit investie en biens de production, l'autre moitié donnera la mesure du remboursement du capital prêté, soit 18 1/2 millions de L.E. par an. Ce qui représente un *taux d'intérêt de 1,23 %* par an, taux qui fournit une indication de ce qu'on pourrait payer. (Comme on peut s'en rendre compte, ces chiffres forment un schéma, car nous faisons abstraction de l'échelonnement du prêt sur 15 ans).

Ce taux que nous proposons pourrait être considéré comme trop bas. Mais nous l'avons établi en tenant compte d'une capacité de paiement qui permettra à l'Égypte d'augmenter son Épargne à investir de L.E. 18 millions 1/2 par an. Si donc le taux du prêt est onéreux, c'est dans le secteur des Investissements que la répercussion aura lieu. Par exemple, avancé à 2,46 % l'an, le prêt de L.E. 1 milliard 1/2 ne permettra pas la constitution d'une Épargne. Mais si ce taux est plus grand, c'est par des restrictions de la Consommation que le prélèvement se traduira.

Une majoration sensible du taux ne répondra donc pas au but visé. En tout cas, remarquons que c'est grâce à la politique contemporaine du "cheap money" qu'un financement de cette nature reste possible. Et ceci nous amène à dire que la question des capitaux privés extérieurs, que l'on voudrait intéresser sous forme de participation dans les entreprises, est d'une nature différente de l'Aide que nous examinons. Le secteur des investissements publics obéit à des considérations d'ordre supérieur où les facteurs politiques sont loin d'être négligeables. Les investissements privés sont par contre, tributaires d'éléments beaucoup plus près des réalités et des garanties qui conditionnent la conclusion des prêts extérieurs : période de paix, marges bénéficiaires, desserrement du contrôle des changes etc...

(1) $x + \frac{x}{10} = 400$ millions de L.E. — L'épargne constitue donc la onzième partie de la Consommation.

Les investissements du secteur public sont indispensables du moins *au départ*, à cause des considérations spéciales qui dominent l'œuvre d'amélioration des conditions de vie. Les investissements à grande échelle du secteur privé viendront plus tard épauler les capitaux publics, une fois que la machine économique aura atteint une ampleur et une sécurité suffisantes pour servir de support aux entreprises privées.

Et le remboursement du Capital ?

De ce qui précède, on peut déduire la réponse. Nous avons extrait plus haut un pourcentage, que nous avons peut-être trop vite appelé "taux d'intérêt", mais qui en fait exprime la grandeur du paiement qu'on aurait à effectuer. Les 18 millions et demi de L.E. représentent une capacité normale de remboursement, et s'imputeront sur la Dette contractée.

Cette réponse ne manquera pas de surprendre. Ce prêt sera-itr- donc fait à "fonds perdus" et finira-t-il comme tant d'autres prêts internationaux, par être remis?

Le moment est venu d'éclairer le débat.

PROBLÈME AMÉRICAIN

Nous savons que le capitalisme libéral, tel qu'il fonctionne, porte le germe du déséquilibre économique découlant d'une part de la surproduction et de l'autre de la consommation qui n'augmente pas avec la même rapidité -l'épargne de son côté ne s'investissant qu'avec la perspective de profits et devenant réticente dès qu'une dépression s'annonce.

Les Pays industrialisés, possédant un haut standard de vie, sont très éprouvés par les Crises: le chômage chronique est leur cauchemar. Le Plan Beveridge, par sa conception du "Budget humain", a amorcé sur une grande échelle l'application des nouvelles idées dans le cadre juridique du capitalisme: pleine occupation, production dirigée, planification partielle de l'économie anglaise.

Les Etats-Unis ne se sont pas trop engagés dans la voie du dirigisme pour des raisons propres à leur pays. Mais dès avant la Guerre,, comme nous le disions au début, des programmes de Travaux Publics sur le Plan National étaient élaborés; la Commission Internationale des Travaux Publics était créée en 1918 et avait pour mission de diriger

des études sur le Plan International. Ces travaux publics faisaient partie d'un système planificateur en vue de lutter contre la Crise mondiale. Mais aussi, on en arriva plus tard à étudier l'idée d'une Aide que l'on pourrait accorder aux pays déshérités ou insuffisamment développés: cette aide devait compléter l'équilibre, car elle offrait des perspectives immenses d'investissement. Staley calcula que l'on pouvait investir en Asie Centrale de 3 à 11 milliards de dollars par an, suivant un rythme rationnel s'étendant sur plusieurs décades.

Le taux du multiplicateur dans l'augmentation du Revenu, devait du reste jouer beaucoup mieux que par les Travaux Publics intérieurs.

Une expansion des échanges considérable devait en résulter.

L'exemple du Japon était là. A la suite des crédits Américains qu'il avait utilisés à son relèvement, ses importations s'élevèrent de 2% à 20% du revenu national.

La "doctrine Truman", ou du moins l'article 4 de sa déclaration, n'est donc pas si originale qu'elle paraît. Car si elle reprend la "théorie des investissements", pour son compte, c'est pour donner d'abord une solution au problème américain. En effet, les Etats-Unis, qui ont donné la mesure de leur puissance pendant la Guerre, ont à investir une Epargne qui est de l'ordre de quelque 25 milliards de dollars par an; le quart de ce montant pourrait être placé à l'extérieur, sans compter les excédents de la balance commerciale que l'on finit par consolider sous forme de prêts à l'Etranger.

Le souci occasionné par la menace constante de déséquilibre, est décelé par les restrictions aux importations — d'ailleurs assez inélastiques — que les Etats-Unis ne se décident pas à supprimer. Ce qui aboutit, en fin de compte, à ne pas permettre aux pays débiteurs — démunis d'or — de s'acquitter de leurs dettes. Cela revient à dire, sans trop d'exagération, que les Etats-Unis préférèrent probablement ne pas être payés intégralement, pourvu que le chômage et la crise soient neutralisés! La formule de Lend and Lease est donc loin d'appartenir aux temps de Guerre, et les *besoins d'assistance* des pays en voie de développement *sont en fonction des besoins d'investissement* de l'Epargne américaine.

*
* *

Ces considérations nous aident à mieux comprendre le problème de l'Aide des Etats-Unis, ou plutôt de l'O.N.U. en faveur des pays

déshérités. Les questions que l'on posait au cours du Débat du 5 Août 1949 à l'Ewart Memorial Hall sur les motifs de cette aide, trahissaient l'émoi des esprits. Par ce rappel des données du Problème, nous avons voulu mettre en évidence le caractère de solidarité mondiale qui ouvre une ère nouvelle de générosité à l'humanité tout entière sans cependant que soient exclues les considérations d'intérêt des pays prêteurs. D'un côté, aide aux pays neufs afin de permettre à leurs peuples de "satisfaire les besoins normaux de personnes vivant en communauté civilisée" (Higgins). De l'autre côté, *souci d'éviter* des ruines aux individus en éliminant les crises dues au capitalisme libéral et en rejetant à la charge de la collectivité le prix de cette assistance, dans la mesure où il n'aura pas été remboursé. Il faut espérer que l'appel des dirigeants aux contribuables américains sera entendu, et que les avantages finaux de cette œuvre de solidarité surmonteront les égoïsmes inhérents à la nature humaine.

SUGGESTIONS

Mais ceci ne veut pas dire que l'Egypte n'aura qu'à se laisser aller à des solutions de facilité. Au contraire, au nom de cette solidarité, de cette philosophie qui gouvernera les échanges entre les Nations, elle devra s'efforcer de fournir la contrepartie à cette générosité, que nous qualifierons d'intéressée, c'est-à-dire perfectionner ses propres possibilités, accepter et bénéficier des disciplines que l'expérience des pays plus expérimentés aura déjà éprouvées. *Car c'est par le Travail et par l'Effort prolongé — ne nous faisons pas d'illusion —* que l'Egypte pourra profiter de l'aide qui lui aura été donnée.

L'assistance extérieure sera conditionnée par certains facteurs dont nous énumérons les principaux :

1.—Il faudrait que cette aide soit précédée d'un plan bien conçu des ressources nationales appelées à être développées⁽¹⁾. On pourra à ce sujet s'inspirer du Plan Monnet pour la France et des Plans Beveridge pour la Grande-Bretagne. Le Conseil Economique devra s'appuyer sur des échelons (commissions, sous-commissions) occupés par des spécialistes *compétents* dans leur branche, ayant le sens de la responsabilité et animés d'une foi ardente dans les destinées de l'Egypte. Tout

(1) La constitution d'un Conseil Economique Suprême serait extrêmement utile. Des échos périodiques, du reste, en annoncent la création.

un travail en profondeur aura à être fait : la science et la technique seront mises à contribution, sans considération d'un esprit nationaliste hors de propos. Des programmes d'entraînement devront être entrepris : missions à l'étranger, formation locale de corps techniques. Ceci est une tâche d'extrême importance ; les écoles et les facultés joueront leur rôle pour les générations montantes.

Une collaboration totale des intelligences et des énergies sera requise. Il n'y en aura jamais assez pour les travaux immenses à entreprendre : les artisans, contremaîtres, spécialistes de nationalité étrangère résidant ou non dans le pays, de façon permanente, encadreront les travailleurs et apporteront un concours précieux dans cette œuvre de relèvement national.

Des réformes sociales devront précéder, accompagner ou suivre les efforts de redressement : réformes de la famille, lois sur l'hygiène, assurances sociales, etc...

En général, pour toutes ces questions, on pourrait étudier *le fonctionnement du système anglais*. Basé sur l'utilisation libre et entière des compétences, il se fait remarquer par une décentralisation rationnelle dans laquelle tous les intérêts sont représentés, nonobstant leur couleur politique : producteurs, consommateurs, techniciens, fonctionnaires, public. Le Mécanisme d'élaboration des Plans est supervisé par le *Cabinet des Ministres* qui détient ainsi des pouvoirs très étendus ; il fixe les objectifs et ordonne l'exécution des Plans étudiés par la *Commission de l'Economie Nationale*. Cette commission a des privilèges spéciaux, notamment de soumettre son Rapport à la Chambre des Communes. D'autres organismes subordonnés existent, notamment : l'*Office Central du Planisme* ; le *Bureau Central de Statistiques* ; le *Conseil de Planification* composé de 13 membres représentant la Fédération des Industries, le Congrès des Syndicats, l'*Office Central de Planification*, le Secrétaire du Board of Trade, etc... Des *délégations d'Industries* sont formées du Président du Board of Trade et de douze représentants des employeurs, des ouvriers et du public.

2.—Les initiatives privées ne seront pas ralenties, ni étouffées. Le secteur privé ne devra pas tout attendre de l'aide extérieure, mais au contraire seconder le travail d'expansion. Le législateur devrait encourager de son côté, la libre entreprise sous toutes ses formes : artisanat, grande industrie etc... Des mesures fiscales étudiées dans un but libéral, un climat de confiance et de protection, inciteront les épargnants à contribuer à la prospérité du Pays.

3.—Les investissements accordés ne serviront pas de prétexte pour exercer des pressions politiques ou économiques. Les organismes de contrôle internationaux qui auront à fonctionner, sans être trop pesants, devraient, au contraire, par leur présence être acceptés comme un stimulant pour les sphères responsables locales. Enfin, et ceci est capital, la Politique économique de l'Égypte ne devra pas être conditionnée: la production industrielle, le développement économique et social ne seront pas entravés, car alors l'assistance deviendrait ingérence et tyrannie. En particulier il faudra diriger son attention sur les effets possibles de la *Charte Internationale du Commerce*, qui prêche le retour au libéralisme économique par l'abolition, à notre sens trop accentuée, des restrictions douanières notamment. De telles dispositions ne sauraient être appliquées que dans la mesure où la production nationale et en général la politique d'auto-suffisance le permettront.

CONCLUSION

Comme on le voit, l'aide financière est tributaire de facteurs propres à la structure sociale et économique de l'Égypte et de facteurs externes. Son envergure même, ainsi que nous l'avons démontré, réclame une préparation au sujet de laquelle on est en droit de se demander si l'Égypte est apte à recevoir dès maintenant une assistance aussi massive, — bien qu'échelonnée — et d'en bénéficier le plus complètement. Il est permis d'en douter *pour le moment*, car les cadres généraux, la qualité du potentiel humain et le fait que l'industrie produira au début des matières premières et des produits semi-ouvrés surtout, imposeront par la force des choses un processus très lent qu'il sera hasardeux de bousculer. Mais ce qu'il faut dire c'est que l'Égypte a un besoin urgent de se servir d'abord de ses *créances sterlings*, qui équivalent au cinquième de la somme totale que nous avons évaluée. Il semble paradoxal, après tout, pour un pays créancier, de se voir proposer des secours qui se justifient du reste. Ne pourrait-on prévoir un accord tripartite, dans lequel les Etats-Unis fourniraient à l'Égypte des biens de production en contrepartie des Avoirs Sterlings dont l'utilisation aura été différée par la Grande Bretagne ?

Il est possible, d'ailleurs, de rapprocher cette idée de paiement par substitution, d'un plan beaucoup plus vaste de règlements internationaux, dans lequel les paiements par compensation joueraient un rôle très

étendu, à l'échelle mondiale. — Dans ce plan, les pays seraient divisés en trois parties : a) Pays créanciers; b) Pays débiteurs envers les Etats-Unis notamment et qui sont hautement industrialisés; c) Pays déshérités. Les Pays débiteurs de la deuxième catégorie ne pouvant exporter leurs produits manufacturés aux Etats-Unis à cause des restrictions à l'importation que ceux-ci élèvent, auraient par contre la possibilité d'exporter vers les pays insuffisamment développés et s'acquitteraient ainsi du déficit de leur balance extérieure par rapport aux Etats-Unis. — Les pays déshérités recevraient ainsi une assistance indirecte qui s'ajouterait à l'Aide directe que les Etats-Unis notamment continueraient à leur donner. Les modalités de paiement resteraient soumis à leur capacité de remboursement, suivant les principes que nous avons mis en lumière précédemment.

Ainsi, nous verrions un système de compensation *sur une base économique* venir remplacer bien plus efficacement le système régulateur de Bretton Woods établi *sur une base financière*.

L'intérêt universel d'un équilibre progressif des différentes économies régionales, visant à une productivité diversifiée de plus en plus grande et stimulée par une consommation s'élargissant en étendue et en profondeur, coïncide heureusement avec "*l'ère nouvelle*".

Tout ceci demande évidemment beaucoup de temps et de réflexion. Mais l'évolution des faits se rapproche de plus en plus des principes qui sont à la base des courants philosophiques contemporains. L'Humanité est à un tournant merveilleux de son histoire. Une Guerre Mondiale serait un Crime, car elle viendrait anéantir des espoirs immenses, pour lesquels tant de penseurs et d'hommes d'action se sont sacrifiés à travers les âges. La solidarité humaine n'est plus un vain mot: les Nations ont de plus en plus besoin les unes des autres. — Une nouvelle philosophie gouverne désormais les relations entre les Peuples: l'Abondance dans la Misère aura vécu.

JEAN G. ECONOMIDÈS.

Le Caire, Août 1949.